

LA CONSTITUTION DE L'ESPACE UNIVERSITAIRE MÉDITERRANÉEN



MICHÈLE GENDREAU-MASSALOUX
Recteur et Conseiller d'Etat

Mission Union pour la Méditerranée
Présidence de la République Française

Modérateur : Edgar Morin

La conférence et les débats transcrits ci-dessous ont été enregistrés à l'hôtel Excelsior de Malte, le 14 avril 2009, dans le cadre de la quatrième rencontre annuelle des Rédacteurs en chef des revues Synergies pays du GERFLINT.

Outre ces derniers, l'assistance comprenait Monsieur Daniel Rondeau, Ambassadeur de France à Malte, plusieurs universitaires maltais dont Madame le Professeur Carmen De Pasquale et Monsieur David Bussutil, Président de la Fondation de Malte.

Par ailleurs les institutions suivantes étaient représentées :

- L'Université de Mexico par Monsieur le Professeur Daniel Meza
- La Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris par Monsieur le Professeur Maurice Aymard
- L'Université de Franche Comté à Besançon par son Président, Monsieur le Professeur Claude Condé
- Le CLA de l'Université de Franche Comté par sa Directrice, Madame Evelyne Bérard
- Le laboratoire LDI de Paris 13 Villetaneuse par Monsieur le Professeur Salah Mejri
- L'AUF par Monsieur Marc Cheymol, Directeur du Programme « Langue française, diversité culturelle et linguistique »
- La FIPF par son Président, Monsieur le Professeur Jean-Pierre Cuq et Madame Madeleine Rolle-Boumlic, Secrétaire Générale
- L'Institut pratique de journalisme de Paris par son Directeur, Monsieur Pascal Guénée
- Le sociologue et philosophe Jacques Demorgon

I. Pour une vision élargie du Monde à partir de la Méditerranée

Ce qui nous relie s'incarne en quelques noms propres entre lesquels on peut trouver des passerelles.

Le premier nom est celui d'Edgar Morin. Depuis longtemps il nous incite à regarder des espaces que le monde politique n'a pas toujours eu à cœur de considérer comme prioritaires : l'Europe et la Méditerranée, sans oublier aucun des deux. Quelques écrivains français, Valéry le premier, ont tenté de penser l'Europe dans sa relation à la Méditerranée, et la Méditerranée comme vecteur d'Europe. D'autres ont suivi, avec moins de succès, et depuis longtemps on n'entendait plus parler de la Méditerranée dans les enceintes politiques. C'est en remettant ce sujet à l'ordre du jour qu'Edgar Morin a été l'un des penseurs contemporains les plus féconds.

Le deuxième nom propre est celui du GERFLINT, que j'associerais volontiers au premier pour développer le thème : Edgar Morin et le GERFLINT ou bien le GERFLINT et Edgar Morin.

Un troisième nom arrive assez vite. C'est Malte. Je le découvre aujourd'hui dans ce que Malte incarne de Méditerranée, de pensée des cultures en Méditerranée, de volonté de participer au mouvement politique lancé par l'Union pour la Méditerranée (UpM désormais) et de micro-expériences de formation sur des secteurs extrêmement importants pour l'avenir de la région : l'eau, l'énergie solaire. Le troisième sujet auquel je fais allusion pourrait donc être les rapports de la Méditerranée avec le GERFLINT – sujet que, d'évidence, vous allez vous-mêmes développer dans les jours qui viennent. Mais un autre rapport entre ces noms m'intéresserait beaucoup et j'aurais aimé le traiter de façon plus complète : le rapport d'Edgar Morin à Malte. Ce rapport n'existe pas encore de façon concrète, mais il me semble faire partie de ce que son œuvre envisage en termes de face-à-face : quels visages de Malte peut-on trouver dans l'œuvre d'Edgar Morin ? Quels visages d'Edgar Morin s'incarnent dans la singulière expérience de Malte ? Un visage sans doute virtuel encore, composé entre autres de tout ce que je pense que cette œuvre immense peut apporter à la compréhension de la Méditerranée.

L'UpM entretient avec Edgar Morin une relation réelle. Je le sais bien, en ma qualité de membre d'une équipe que pilote le Conseiller spécial du Président de la République, Henri Guaino, que j'ai entendu emprunter au moins une expression venant tout droit de l'œuvre d'Edgar Morin à l'occasion d'un débat télévisé. Au-delà des mots qu'il emploie, Edgar Morin fait partie de ces penseurs qui nourrissent la vision politique actuelle de la Méditerranée. Cette vision s'exprime par un projet et une proposition de travail susceptibles d'entraîner un mouvement des Institutions aussi bien que des sociétés civiles, et qui retrouve en cela le sens même de ce que Malte porte en elle comme rejet de la barbarie dont elle a été le théâtre dans son histoire. On peut dire que la Méditerranée est encore le théâtre de guerres ou de conflits dont Edgar Morin aide l'UpM à analyser lucidement les causes et les effets. Depuis longtemps son œuvre nous révèle ce qui rend l'Homme plus humain lorsqu'il accepte ces différences que vous, linguistes, didacticiens, littéraires, spécialistes des sciences humaines, analysez dans le monde entier. Au fond, je crois que le contexte mondial actuel nous invite, avec Edgar Morin et quelques autres, à aborder la Méditerranée sous l'angle d'une autre dimension que celle de la simple mondialisation.

Je suis heureuse de vous retrouver, vous qui venez de partout et qui partout défendez, avec la pratique de la langue française, celle du plurilinguisme, puisque vous avez aussi pour pratique d'écrire en plusieurs langues et sur plusieurs langues. Mais la Mondialisation s'est également avérée porteuse de barbarie, et la crise financière démontre que de graves fléaux peuvent venir de ce monde apparemment uniforme ou plutôt uniformisé. Peut-être qu'une des vertus portées ensemble par l'UpM et Edgar Morin, c'est précisément de nous apprendre qu'il y a le monde et des régions, et qu'il nous faut penser les régions en même temps que le monde.

Je parle devant un écrivain qui est un diplomate – ou, si vous préférez, devant un diplomate qui est un écrivain – donc devant quelqu'un qui sait bien que la diplomatie française – comme les relations universitaires, d'ailleurs – est d'abord bilatérale. Quand on conclut un accord ou un traité, cela se passe à deux, et c'est déjà difficile. Il est infiniment plus difficile de penser une relation à plus de deux. Or la relation à la Méditerranée est une relation à quarante-trois, puisqu'à tous les pays riverains se sont

ajoutées, par exemple, la Mauritanie qui a une longue pratique des institutions et des assemblées méditerranéennes, et la Jordanie qui joue un rôle exceptionnel dans le processus de paix que nous espérons au Moyen-Orient, car la Jordanie a des intérêts méditerranéens et une grande force, aussi, dans les propositions méditerranéennes. Les pays riverains de la Méditerranée se sont donc trouvés associés à la Mauritanie et à la Jordanie qui, comme les pays européens eux-mêmes, se trouvent concernées par le processus d'union « pour » la Méditerranée.

Penser régionalement, y compris quand on est un universitaire, c'est aussi penser caribéen dans la Caraïbe, englober l'ensemble des îles et le plurilinguisme de l'océan Indien, envisager même la totalité des cultures et des langues d'Asie... Il me semble, par conséquent, que l'expérience d'une nouvelle pensée régionale a bien d'autres points d'application que la Méditerranée, et qu'elle peut générer d'autres visions du monde. C'est une pensée nouvelle, forcément difficile, que nous sommes en train de mettre en œuvre de façon expérimentale comme moyen de relier des pays dont, sur certains points, les intérêts communs l'emportent sur les tendances à la dispersion ou à l'isolement.

II. D'autres règles pour changer la gouvernance financière et économique du monde

Une autre pensée m'anime : elle consiste à redéfinir la notion de crise. Pour beaucoup, et notamment pour nous autres universitaires, les temps de crise sont plutôt favorables à la révolution de la pensée. Peut-être Edgar Morin lui-même est-il un homme pour temps de crise puisqu'il est né à la vie de la pensée dans la grande tempête de la deuxième guerre mondiale et qu'il a résisté à la barbarie pendant tout le temps de cette crise. Nous avons aujourd'hui à prouver nous aussi que notre relation au monde est capable de donner une perspective positive à ce qui apparaît comme un effondrement par pans entiers de l'économie planétaire, de ces institutions financières qui ont voulu spéculer indépendamment de la production réelle, et qui se sont trouvées confrontées au désastre produit par ce dérèglement général.

Résister, c'est regarder vers quoi doit se porter un investissement susceptible de provoquer un retour productif. Nous savons aujourd'hui que les grands secteurs d'investissement qui rendent ce retour possible, dès lors qu'ils sont liés à une production réelle, sont localisés dans les secteurs porteurs d'emplois comme l'éducation et la recherche, qui développent de nouveaux produits capables d'aider le monde à surmonter les difficultés dont il souffre. Vous savez que la France, avec d'autres pays, fait partie de ce vaste ensemble de pays qui tentent de créer d'autres règles pour changer la gouvernance financière et économique mondiale. Le moment me semble venu, en effet, de considérer l'espace méditerranéen comme le premier où l'investissement pour l'enseignement supérieur et pour la recherche à 43 peut avoir une utilité et même servir de modèle à d'autres régions du monde. Vous êtes vous-mêmes des porteurs de ce modèle, peu-être à votre insu.

J'ai été frappée, quand j'ai regardé ce qui se passe à Malte, par le fait qu'ici l'UpM a trouvé très tôt un accueil non seulement décidé et volontariste mais aussi, sur certains plans, des exemples de ce qui peut être transposé ailleurs : les facilités faites aux petites et moyennes entreprises, la formation d'entrepreneurs, les transferts de technologies, bref, tout ce qui, justement, peut apporter au monde une économie vivante mais également soutenue par des technologies créatrices d'emplois, permettant aussi une meilleure gestion des villes. La ville, en Méditerranée comme ailleurs, est une composante

majeure du développement depuis l'antiquité. Elle engendre de gros problèmes : transports (terre-mer), pollution, et il est vrai que les nouvelles technologies sont un outil formidable pour gérer et dépasser ces difficultés. Les maîtriser fait donc partie de ce qui intéresse les universitaires, y compris les linguistes qui, sans doute, ont été les premiers à utiliser non seulement les bases de données scientifiques et l'information à distance mais aussi Internet et la constitution de communautés interactives.

Mais il y a dans ce secteur quelque chose qui fait également partie de l'UpM et qui me semble porter déjà une bonne part de ce que ce projet politique peut avoir d'intéressant pour la communication universitaire. Si je devais traiter non pas tous les sujets possibles, non pas Edgar Morin ou le GERFLINT mais ce que l'UpM peut dire ou apporter à la pensée de ce que vous faites, y compris à travers les revues *Synergies* dont j'ai trouvé le modèle remarquable, je voudrais souligner la similarité qui existe entre le projet dont les revues *Synergies pays (et/ou régions)* du GERFLINT sont l'expression et le mouvement même qu'est l'UpM.

III. Le mythe (charmant mais à proscrire) d'Echo et Narcisse

L'UpM telle que le Président de la République l'a lancée au moment de sa campagne présidentielle – et qu'elle a été relancée de façon analogue par M. José Luis Zapatero en Espagne, par Romano Prodi et son successeur en Italie, et puis par le Sommet des Chefs d'Etat en juillet 2008, n'est pas une initiative où certains pays décident pour les autres. Il en va de même dans les revues du GERFLINT où les scientifiques rassemblés ne veulent ni ne peuvent imposer leur rythme, leurs perspectives ou leurs idées aux autres avec lesquels et pour lesquels ils écrivent. Dans l'UpM comme au GERFLINT chaque composante a un droit égal de proposition. Chaque unité est copropriétaire du système car la copropriété est la règle entre les pays, comme elle est la règle entre les revues de votre réseau, comme elle devrait l'être dans un monde où le rapport du puissant au faible ne serait plus aussi implacable, mais où chacun, dans son ensemble national ou dans les ensembles régionaux auxquels il participe, pourrait apporter aux autres des partenariats à parts égales – non à armes égales, puisque l'UpM a vocation à faire taire les armes !

Le partenariat va de pair avec le fait que l'action et la pensée de l'action l'emportent sur l'attente d'un consensus. Cela aussi est très rare. Quand vous vous penchez, en tant que linguistes, didacticiens ou littéraires sur l'élaboration d'une revue, vous n'attendez pas que tous les bons professeurs ou tous les bons chercheurs de votre pays ou de votre région soient d'accord pour mettre en œuvre le projet qui est le vôtre. L'UpM n'attend pas davantage que les 43 ministres des transports soient d'accord pour envisager un projet de route maritime entre Alexandrie et Istanbul, ou bien entre La Valette et Tunis. L'UpM lance le sujet *transport par mer* et interroge chacun des 43 copropriétaires. Si aucun d'eux ne voit d'objection majeure à ce que le projet figure parmi les priorités, on peut démarrer à 3 ou 4 ou 5 et ouvrir ainsi les portes aux autres. C'est là un point essentiel que je vois aussi bien dans votre stratégie universitaire dans le monde entier que dans la stratégie méditerranéenne. C'est une géométrie variable intéressante, mais aussi difficile à pratiquer.

Il y a évidemment ceux qui voudraient être les premiers, ou les seuls. Il y a aussi ceux qui voudraient – forte tendance – rester à deux. Vous qui travaillez non seulement sur l'histoire et les langues, mais aussi sur les mythes, vous savez bien qu'il y a des mythes porteurs de barbarie. Un des mythes méditerranéens qui m'intrigue et m'interroge

le plus depuis longtemps, et sur lequel j'ai beaucoup travaillé dans le cadre de mes recherches sur la poésie baroque espagnole, c'est la fable d'Echo et de Narcisse. C'est un mythe méditerranéen qui me semble, en évoquant un grand danger, énoncer une mise en garde : Echo, c'est bien sûr la caverne ancienne, mais c'est aussi surtout, en fin de compte, le fait de n'entendre que sa propre voix. Si regarder ou entendre l'autre ne veut rien dire d'autre que de vouloir se retrouver dans la voix de l'autre, ce que sans doute beaucoup de puissances méditerranéennes ont fait en voulant se retrouver dans les colonies qu'elles créaient autour de la Méditerranée – et Malte est sans doute assez bien placée pour le savoir –, si donc le miroir de la Méditerranée ne renvoie à chacun que sa propre image à travers l'autre, si chacun ne retrouve dans l'autre pays méditerranéen, avec lequel il va construire un projet, que le reflet de sa propre volonté de puissance, alors il me semble que la Méditerranée est encore menacée par les démons mythologiques qui ont façonné son histoire, parfois pour le meilleur, mais aussi bien souvent pour le pire. Je redoute beaucoup Echo et Narcisse, même si ce couple fait aussi rêver de son entourage de nymphes et de jardins, d'eaux et de cavernes qu'on retrouve beaucoup à Malte, et qui fait partie, j'en suis sûre, de ce qui peut inspirer les écrivains de la Méditerranée, comme le sait bien Daniel Rondeau.

IV. Pour une politique capable de dynamiser la Recherche

Avec la géométrie variable, il me semble aussi que se dessine en Méditerranée le besoin de parler à plus de deux du même sujet, et, à ce propos, je crois que l'Université est bien placée pour pouvoir faire œuvre originale. Les 6 premiers sujets concrets sur lesquels les Chefs d'Etats ont décidé de travailler sont **la dépollution, les transports maritimes, la protection civile** (c'est-à-dire la mise en commun des moyens de lutte contre les feux de forêt, les grands fléaux naturels qui nous menacent) ; ce sont également **les énergies de substitution** qui peuvent nous libérer de cette dépendance abusive à l'égard du pétrole ; c'est, avec **les petites et moyennes entreprises**, le moyen de faire repartir ces économies qui, en ce moment, demandent des emplois pour que la jeunesse des pays du sud de la Méditerranée trouve sur place de quoi avoir un métier, un salaire et des perspectives de carrière. Et puis, c'est **l'Université et la Recherche**, parce qu'elles créent des emplois et permettent à des jeunes de passer d'un pays à l'autre en se formant.

De ce dernier point de vue, l'expérience que nous avons ne doit pas nous amener à décider simplement que l'Europe plaque la formule de Bologne sur des diplômes extérieurs à l'Europe. En effet, si le système universitaire mondial devient un ensemble de crédits capitalisables à la fois dans la formation professionnelle et dans la formation universitaire, alors il sera facile à un étudiant, quel que soit son pays et son système, de commencer son cursus dans un pays, d'aller pendant un certain temps dans un autre pour avoir un diplôme partagé dont son université pourra signer le document avec l'université dans laquelle il aura passé 3 mois ou 6 mois, et de revenir ensuite dans son pays pour y développer les qualifications supplémentaires qu'il aura acquises. Cela s'appelle souvent des *masters partagés*.

Il y a dans vos pays de quoi développer, à la fois dans l'UpM mais aussi dans les autres ensembles géographiques auxquels vous appartenez, des diplômes partagés, des formations qualifiantes, des emplois liés à ces formations et c'est là le sens même de ce mouvement pour l'université et la recherche.

- Nous faut-il une assurance de qualité ? Vos qualifications l'apportent, des institutions aujourd'hui la reconnaissent. Elles existent, de nouveaux systèmes de financement vous l'offrent, auxquels concourt la Banque mondiale elle-même.

- Nous faut-il, et c'est très important, pour les jeunes et pour tous les étudiants de master et de doctorat, des bourses de mobilité ? Il y a, bien sûr, Erasmus mais il nous faut créer un Erasmus méditerranéen. Et, pour cela, un système de visas aller et retour plus commode doit rapidement être mis en place. Un étudiant inscrit dans deux établissements à la fois ne doit pas affronter les files d'attente que l'on sait et un visa de circulation devrait lui être délivré, à la condition qu'il soit inscrit et suivi dans son cursus professionnalisant.

Je crois que là aussi vous êtes aujourd'hui à même de valoriser ces mobilités et ces allocations pour que le volet universitaire de l'UpM soit efficace. Certains pays, notamment d'Amérique, connaissent bien, et pratiquent, ce mode d'action. Les allocations postdoctorales, particulièrement, mettent le pied à l'étrier de ceux qui, déjà en possession d'une thèse sur un sujet concret, sont à même de s'insérer dans la vie universitaire et peut-être déjà dans la vie professionnelle. L'allocation arrive à point nommé pour compléter le processus. Dans les pays où il n'existe pas, il conviendrait de créer des allocations postdoctorales indispensables à l'efficacité du système. Sur certains programmes de recherche nouveaux il faut même aller plus loin en créant **une Agence de Recherche en Méditerranée**.

V. Donner toute leur place aux langues et aux cultures

Mais je dirai aussi qu'on a besoin, et ce sera mon dernier volet, d'une grande dynamique nouvelle portant sur les langues et les cultures, sur le partage de nos héritages, de notre patrimoine à la fois matériel et immatériel. La Méditerranée, là encore, peut servir d'exemple à d'autres ensembles régionaux pour développer ce dont, à votre échelle, vous démontrez la possibilité. Comme d'autres ensembles dans le monde, la Méditerranée est riche de pages très anciennes d'une Histoire multiforme.

A Malte, les statues des musées et d'autres lieux publics nous montrent des divinités qui changent de tête selon le dieu que l'on veut invoquer. Elles sont, à égalité, féminines et masculines car les deux genres sont le premier signe de reconnaissance mondiale de la diversité. Il y a des statues dont la partie supérieure est masculine et la partie inférieure féminine : les deux genres dans une même divinité. A part ces dieux dont on ne sait rien, il y a toutes les histoires qu'il faut lire dans les archives et les bibliothèques, comme il faut interpréter toute trace dans la pierre. Numériser les bibliothèques, recueillir les fonds pour regrouper ce qui est dispersé dans des collections privées parfois impressionnantes mais qui demandent aussi à être consultées par des érudits, bref, c'est tout le patrimoine méditerranéen qu'il faut mettre en valeur.

Mais dans le patrimoine il convient aussi d'inclure la pratique des langues méditerranéennes. On n'a pas assez pris conscience, selon moi, de l'importance de la langue maltaise. Je sais que certaines hautes personnalités de l'Etat, à Malte, ont été empêchées dans leur enfance de parler en maltais, la langue de leurs pères. Le moment est venu de dire que toutes les langues – comme les femmes et les hommes – sont égales en droit, même si leur aire de circulation et de diffusion n'est pas la même. Malte est bien placée pour jouer ces deux cartes à la fois : la reconnaissance linguistique de l'égalité

et de la qualité de toutes les langues, y compris quand elles portent en elles-mêmes le trésor des autres, la fabrication des racines, l'organisation des agencements qui viennent de contacts linguistiques variés, le vocabulaire issu de beaucoup d'autres langues et, à partir de cette langue en elle-même très intéressante, la découverte de toutes les autres. Le contact du maltais et de la langue française me semble important. Quand j'entends dans la rue des mots comme *bonjour*, *bonsoir*, *porte-monnaie*, *tire-bouchon...*, j'en arrive à penser que la langue maltaise doit d'évidence être approfondie par les linguistes que vous êtes, mais aussi par les didacticiens de l'intercompréhension, afin de permettre, par l'apprentissage de l'une, de passer facilement à l'apprentissage de beaucoup d'autres. Les linguistes savent bien que les possibilités d'apprendre les langues latines se généralisent. Ceux qui apprennent le français avec ténacité, demain pourront passer au maltais, au roumain, au portugais, à l'espagnol. Ce passage n'est pas trop compliqué avec ceux, comme vous, qui connaissent les bonnes méthodes pour cela. Et puis, avec les langues, il faut aussi reconnaître à la diversité mondiale le droit à l'existence en matière de tout ce qui nous fait être nous-mêmes : nos croyances, nos dieux. Chacun doit pouvoir développer la spiritualité dont il se réclame. Cela mérite d'être travaillé comme une des composantes du monde sans craindre ce qu'on a trop tendance à appeler « le choc des civilisations », dès lors que la volonté de chaque civilisation sera de se sentir plus riche de ce que les autres lui apportent de différences. J'ai été frappée à Malte, dans les églises catholiques, par le fait que le dieu des chevaliers de l'ordre de Malte est appelé Allah.

Quelques mots pour ouvrir le débat

L'invitation qui a été faite par les Chefs d'Etat, le 13 juillet 2008, complétée par celle des Chefs de Gouvernements les 3 et 4 novembre de la même année, ne s'adresse pas seulement aux Ministres. Une construction commence. La volonté des Chefs d'Etats et de Gouvernements est de prendre appui sur le mouvement profond des sociétés civiles, sur leur aspiration à créer par elles-mêmes les ressources de leur devenir culturel, éducatif, social et économique. L'avenir du changement social tel que le souhaitent les Chefs d'Etats et de Gouvernements et tel que le portent les textes signés à ces occasions, est un avenir qui ne peut pas faire l'économie de l'énergie des sociétés. C'est aux professeurs qu'il appartient de définir selon quelles manières ils veulent échanger leurs compétences et construire l'avenir.

La construction du GERFLINT et des revues *Synergies* est un exemple qui va tout à fait dans ce sens. La force centrale déployée est une énergie régionale considérable que vous avez su développer et stimuler pour proposer des moyens aptes à aider les travaux de recherche. Vous voilà riches, désormais, d'une compétence internationale reconnue. Ce que vous démontrez dans la durée, en dépit de forces contraires que nous connaissons et dont nous ne sommes pas encore délivrés parce qu'elles font partie des humains que nous sommes, c'est qu'il est possible de dépasser tous les obstacles. Si vous avez fait exister le GERFLINT et les revues *Synergies*, vous pouvez également, à votre façon, faire exister aussi l'Union pour la Méditerranée.

LE DÉBAT

Edgar Morin :

« Redonner une conscience et une pensée méditerranéennes »

Merci beaucoup, Michèle, de cette communication animée d'un très grand souffle pour ressusciter ou revitaliser de façon nouvelle la Méditerranée. Je pense qu'effectivement, Malte, comme vous l'avez signalé, est prédestinée et même privilégiée pour ce propos qui nous rassemble, puisque c'est un microcosme pour l'illustration du passé mais aussi pour celle du présent. Je veux dire que Malte porte dans son identité une symbiose d'éléments culturels venus des différents côtés de la Méditerranée. C'est une réussite exceptionnelle quand on y réfléchit, car, paradoxalement, quelque chose de centripète a créé une identité solide alors que nous sommes en lutte contre les forces centrifuges. Un dernier mot (car je suis ici en tant que modérateur chargé de distribuer la parole, non pour parler moi-même), ce que vous avez dit est très important aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que depuis un certain nombre d'années, on assiste à la création de centres d'études méditerranéennes (en Italie, en Espagne, au Maroc...) où des intellectuels divers se retrouvent sur une idée voisine : redonner une conscience et une pensée méditerranéennes. Je dis que c'est un constat important car nous avons pris du retard dans ce domaine. Je me souviens qu'à l'époque de la présidence de François Mitterrand, Mario Soares au Portugal, Felipe Gonzalez en Espagne, comme lui socialistes, et même le Gouvernement de l'Italie (à l'époque, de centre gauche), poussaient Mitterrand à faire une politique méditerranéenne sans pourtant se détourner de l'Europe. Cela n'a pas marché car je crois que, dans la pensée de Mitterrand, il y avait l'idée qu'il fallait coller à l'Allemagne d'une façon tellement étroite que la Méditerranée devenait secondaire. On a donc pris un retard considérable. Les choses prennent la bonne direction avec le projet du président Sarkozy. L'UpM est une grande idée qui se heurte à des obstacles absolument énormes mais qui introduit, je le pense, une politique d'union dans cette Méditerranée qui souffre tellement de désunion. Vous avez particulièrement insisté – et je vous approuve – sur le rôle que les universitaires et les unités scientifiques que sont les universités, doivent prendre dans ce processus. Donc je vous remercie en notre nom à tous et je donne la parole à Monsieur l'Ambassadeur.

Daniel Rondeau, Ambassadeur de France à Malte :

« Il y a vraiment à Malte une attente de construction d'avenir »

Merci de votre exposé très riche et qui nous fait réfléchir. Je souhaiterais rebondir (sur) et commenter brièvement 5 mots que vous avez évoqués :

- Le **maltais** d'abord (je veux dire la langue maltaise). C'est la seule langue sémitique d'Europe, donc un véritable trésor dont vous avez raison de vouloir relancer l'étude.
- Les **dieux**. Malte s'inscrit spirituellement dans une tradition abrahamique qui remonte très loin dans le passé. C'est encore un cas particulier fort intéressant sur lequel vous avez eu raison d'attirer notre attention
- **Géométrie variable**. L'expression appliquée à Malte est opportune car il est certain que Malte, à bien des égards, par sa capacité à apprendre, à intégrer et à évoluer, peut donner beaucoup à l'Europe

- Vous avez beaucoup insisté sur **les universités**. Il ne faut pas oublier que tout a commencé en Méditerranée, tout est né sur les rivages d'Alexandrie où Ptolémée créa la première université. Nous sommes ici dans un lieu de très ancienne culture où les universitaires du monde entier sont tous un peu chez eux.

- **L'UpM enfin** : Je suis arrivé à Malte en juillet dernier et d'emblée, j'ai été accueilli par des Maltais enthousiastes sur ce projet. Comme vous j'ai sillonné la région et j'ai trouvé des sentiments analogues un peu partout dans les pays voisins. Il y a vraiment ici une attente de construction d'avenir.

Ce sont là des points vraiment importants que je vous remercie d'avoir évoqués dans votre belle conférence.

Jacques Cortès, Président du GERFLINT :

**« Donner à la jeune recherche scientifique francophone,
les moyens de s'exprimer »**

Je voudrais d'abord remercier à mon tour Michèle pour les mots qu'elle a prononcés concernant le GERFLINT. J'avais l'impression parfois, en l'écoutant, que c'était le projet GERFLINT qui se substituait au Projet *UpM* et je vous en remercie, chère Michèle, car ce fut tout simplement un moment de rêve. J'ai bien aimé aussi l'aspect poétique de votre présentation avec ce beau mythe d'Echo et de Narcisse qu'il est opportun de rappeler à une époque où les universités de par le monde, l'université française en particulier, semblent s'inspirer profondément, hélas, d'Echo et de Narcisse. Vous l'avez dit pour la période coloniale, la France a envoyé et tenté de faire imiter, de l'autre côté de la Méditerranée, une image d'elle-même qui ne correspondait pas vraiment aux attentes des pays qui la recevaient. Même chose dans le domaine vocal puisque c'est aussi son discours qui était le modèle à intégrer. Les choses ont-elles changé aujourd'hui ? Je ne le crois pas. Je dirais même que la Mondialisation contribue à en aggraver le caractère néfaste car ce n'est plus un système qui tend à en phagocytter un autre, c'est un système qui tend à uniformiser tous les autres et sur tous les plans (linguistique, culturel, scientifique, sportif, diplomatique, technologique ...). Bref, on assiste à une sorte de colonisation planétaire visant à dépouiller tous les « Terriens », au nom d'une idéologie de l'efficacité, de tout ce qu'ils ont de différent, donc d'utile à l'ensemble de l'humanité. On nous conseille vivement de ne plus parler notre langue, de changer nos valeurs de fond en comble, d'oublier ce que nous sommes, de devenir quelque chose (et non quelqu'un) d'autre. Tout cela trouve dans le mythe d'Echo et de Narcisse son explication profonde. Le prosélytisme n'a pas changé d'idée, il a changé de volume et d'ambition. Le Moloch vise désormais la planète entière.

Et pourtant, ce qui m'a frappé, en ayant la grande chance de devenir le président du GERFLINT, c'est de constater que les pays de la Méditerranée, notamment, comme vient de le dire Daniel Rondeau, attendent quelque chose de la France. Sur quoi est-ce que je fonde cette hypothèse qui, pour moi, est même une certitude, une sorte de postulat de base ? Sur un argument très concret : Le GERFLINT n'a pas rencontré de difficultés majeures à créer des équipes de recherches francophones aux quatre coins du monde. Et cette fois-ci, sans passer en force. Non seulement les projets que nous avons proposés ont toujours été bien reçus, mais très souvent, ce n'est pas nous qui les avons proposés : nous nous sommes contentés de répondre à une sollicitation amicale forte. L'écho, dans les deux sens, a donc été favorable et les projets scientifiques mis en place n'ont procédé

d'aucun narcissisme dans la mesure où ils ont été construits en toute indépendance par des équipes au service desquelles nous n'avons fait que mettre notre savoir-faire, notre expérience et les moyens dont nous disposons, tout cela étant une sorte de boîte à outils où viennent puiser librement ceux qui, dans le contexte qui est le leur, conçoivent un instrument de travail, en l'occurrence une revue scientifique répondant aux exigences, aux attentes et aux besoins locaux. Un collègue me disait, il y a quelques instants, que le GERFLINT a engendré une espèce d'utopie. C'est possible, mais cette utopie est tellement proche de la réalité que je me félicite, avec tous les collègues qui ont poussé dans la même direction que moi, d'avoir pu construire cette grande équipe internationale qui élabore de multiples projets donnant à de jeunes chercheurs la possibilité de publier leurs travaux. Il y a aussi un petit plus (et je conclurai par là) : ce qui est important, c'est ce qui se passe dans une rencontre du type de celle qui nous réunit ici, à savoir la mise en place vivante d'un réseau. Car un réseau ne doit pas être uniquement virtuel. Il faut lui garder sa part d'humanité. C'est pourquoi nous nous réunissons chaque année dans un nouveau coin du monde afin de mettre des collègues en contact, afin que les problèmes locaux soient confrontés à des problèmes internationaux ou régionaux, afin d'échanger des idées en tête-à-tête et de trouver ensemble les moyens d'en faire le meilleur usage, afin surtout, de rencontrer des gens comme vous, Chère Michèle, capables de nous éclairer et de nous encourager à continuer notre chemin sur la route que nous construisons ensemble comme le rappelle Morin citant le poète espagnol Machado : « *Caminante, no hay camino. Se hace camino al andar* ».

Intervenant non identifié :

« Union pour la Méditerranée ou Union de la Méditerranée »

Est-ce qu'il vous semble que dans L'Union **pour** la Méditerranée (je préfère dire l'Union **de** la Méditerranée) une importance réelle est accordée à la coopération culturelle ? Avec Edgar Morin, j'ai travaillé pendant 2 ans à l'Unesco pour créer le *Conseil Culturel de la Méditerranée*. Est-ce qu'il y a du nouveau ? Qu'en est-il de la Fondation Anna Lindh d'Alexandrie ?

Michèle Gendreau-Massaloux :

« Pour, de, por et para ou l'art de nager en pleine Méditerranée plurilingue »

Je vous remercie de cette question importante. Elle m'intéresse particulièrement car nous ne pouvons pas faire le métier que nous faisons tous sans nous intéresser aux relations entre les cultures et les arts de la Méditerranée. Et ce sujet porte également à penser à la transformation de l'Europe. Je voudrais évoquer aussi la distinction que vous faites entre *Union pour la Méditerranée* et *Union de la Méditerranée*.

A l'origine, le Président français pensait **de**, en envisageant les pays riverains et Malte bien sûr, puisque l'Assemblée parlementaire dont le siège est à Malte, travaille avec les pays riverains. Mais l'Europe qui, depuis 1995, a consacré 9 milliards d'euros au processus de Barcelone, se devait de rester partie prenante. Par conséquent, on ne pouvait pas s'en passer, pas plus qu'on ne pouvait agir légitimement sans l'Allemagne. Les autres pays européens ont fait valoir, de leur côté, qu'on ne pouvait pas se borner à créer une union des pays de la Méditerranée. Il fallait leur permettre de s'intéresser à cet espace méditerranéen, en sorte que cette Union se réalise en tenant compte de l'intérêt

de l'Europe entière pour la Méditerranée. C'est ainsi que l'on est passé de *l'Union de la Méditerranée* à *l'Union pour la Méditerranée*.

La subtilité de cette transformation linguistique, qui vous a d'évidence frappés, vient d'une proposition de José Luis Rodriguez Zapatero, que l'on ne peut comprendre qu'à partir de la langue espagnole. C'est lui, en effet, qui a employé la préposition espagnole *por* plutôt que *para*. Ce choix est judicieux, car, pour traduire en espagnol *Union pour la Méditerranée*, on a le choix entre ces deux mots. Si José Luis Zapatero a choisi *por*, c'est parce que cette préposition contient à la fois le sens français de *pour* et celui de *de*. Soucieux, en effet, de préserver le processus de Barcelone – c'est-à-dire donner à l'Europe un droit de regard sur *l'Union pour la Méditerranée* – mais aussi attentif à ne pas balayer l'idée du Président français qui avait originellement parlé d'*Union de la Méditerranée*, il a dit *por*. Lorsque je dis *Union pour la méditerranée*, en hispaniste, l'acception à laquelle je me réfère, c'est celle de *por* parce que ce mot espagnol contient les deux sens à la fois, alors que *para* ne contiendrait que le sens français de *pour*. Vous voyez que nous nageons en pleine Méditerranée plurilingue !

A propos de la Fondation Anna Lindh

Mais revenons à la culture. L'Europe s'est dotée d'une institution particulière dans le cadre du *Processus de Barcelone*, la *Fondation Anna Lindh* qui a pris son départ, symboliquement, dans la ville d'Alexandrie. L'institution s'est transformée, pour le meilleur, et l'on trouve aujourd'hui à la barre deux personnalités d'exception : le Président de la *Fondation Anna Lindh* qui est André Azoulay, et un Directeur Général qui est un de ces Catalans méditerranéens de cœur, Andreu Claret. Pour agir en Méditerranée, l'Europe dispose donc maintenant d'une composante culturelle. Très récemment, le Président français a souhaité faire plus en installant avec notre mission à nous, auprès d'Henri Guaino, la Secrétaire Générale d'une instance, le *Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée*, ayant pour objectif de faire naître des projets culturels auxquels la France accorde un intérêt particulier, et que préside un élu, Renaud Muselier. Ce conseil a défini une méthodologie générale permettant de labelliser des projets dans des secteurs importants pour l'avenir commun des pays partenaires, entre autres le patrimoine, la traduction, l'édition. La Culture, c'est notre bien commun mais aussi sans doute le plus difficile à gérer.

Daniel Rondeau : Si vous me permettez d'ajouter un mot sur la *Fondation Anna Lindh*, je dirai qu'elle nous a aidés à organiser le financement, pour être concret, du concert rassemblant des musiciens israéliens et palestiniens à *l'Auberge de Provence* à la fin du mois de février. Nous avons immédiatement trouvé, auprès d'André Azoulay, une écoute attentive. Il n'y a pas eu de discussion. En quelques secondes, c'était réglé.

Michèle Gendreau-Massaloux : Je remarque à ce propos que les artistes, quand il s'agit de défendre la culture, sont le plus souvent du côté de la paix. Il n'y a pas eu l'ombre d'une hésitation des artistes de Palestine et d'Israël pour participer à ce concert au moment où Gaza était sous les bombes.

Maurice Aymard : Historien, ancien administrateur de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris :

**Un programme général peut déboucher sur d'heureuses initiatives locales.
L'exemple des pays du Maghreb**

Je voudrais intervenir simplement pour verser au dossier 2 éléments que nous avons vécus et pour évoquer la situation actuelle.

Le chemin en question, c'est un souvenir. Au début des années 70, je vivais en Italie et j'essayais de persuader mes collègues universitaires italiens qu'il fallait que l'Italie eût une vraie politique méditerranéenne. Leur réponse était immédiate : « Tu veux nous enfermer dans la Méditerranée mais nous faisons partie de l'Europe ». C'était, en effet, l'époque où l'Europe se construisait contre ou par indifférence (à l'égard de) la Méditerranée. Elle était décolonisée, qu'elle se débrouille. C'était important mais presque 40 ans plus tard, que de chemin parcouru !

Ma deuxième expérience est très récente, en effet. Je viens de m'occuper, pour la 4^{ème} année consécutive, d'un programme pratiquement achevé, financé par le MAEE, appelé *SFP Maghreb*, et qui est destiné à relancer des coopérations scientifiques en Sciences Humaines et Sociales entre les rives nord et sud de la Méditerranée occidentale. Etait fixé comme principe que, dans chacun des projets, il faudrait 3 équipes : une française et 2 équipes de 2 pays différents du Maghreb, afin de surmonter le bilatéral et de développer le multilatéral. Des 24 projets que nous avons développés, 12 ont été de 2 équipes et 12 de trois équipes. J'ai essayé de faire un sondage auprès de mes collègues il y a quelques mois. Qu'ont-ils retenu de ces projets, qui soit important pour l'avenir ? Ceci :

- « C'est la première fois que nous, Tunisiens, Algériens et Marocains avons pu travailler ensemble ». En effet, il n'y a pas d'accords culturels ou de coopération universitaire entre l'Algérie et le Maroc, entre l'Algérie et la Tunisie, entre la Tunisie et le Maroc.
- Que veulent-ils développer ? Simplement continuer. Cela est très important car on voit bien qu'un programme général peut déboucher sur des initiatives locales.

Saddek Aouadi, Professeur à l'Université d'Annaba (Algérie) :

La géographie humaine d'abord

Je viens d'Algérie. Il m'est venu à l'esprit, en entendant Maurice Aymard, une idée concernant l'histoire et la géographie. Très souvent, quand on parle de l'Europe, on a tendance à l'évoquer en tant qu'élément géographique ou bien en tant qu'élément historique selon les besoins. Selon les circonstances, l'Europe c'est l'héritage judéo-chrétien, ou gréco-latin, ou chrétien. Ne serait-il pas préférable d'articuler l'histoire et la géographie pour parler de géographie humaine car c'est surtout dans la géographie humaine qu'on retrouve aussi bien l'élément historique que l'élément culturel ?

Michèle Gendreau-Massaloux :

Pour une éthique de civilisation

Je parle devant quelqu'un (Edgar Morin) qui a beaucoup travaillé sur l'Europe. En fait, il n'y a pas de représentation géographique très claire de l'Europe. Les frontières en sont difficiles à tracer. Selon Renan, la nation est une volonté de vivre ensemble. L'Europe,

c'est la volonté d'être européen qui l'a faite et c'est la même chose de l'UpM. Quand vous parlez de géographie humaine et d'histoire, vous abordez nécessairement ce thème. Est-ce la géographie qui met la Mauritanie ou la Jordanie dans l'UpM ? Pas tout à fait. Est-ce l'histoire ? Certainement un peu. En tout cas, c'est la volonté des hommes. Les catégories universelles sont liées à des attitudes qui engagent ceux qui ont écrit l'histoire et la géographie. Je pense que ces deux disciplines n'ont pas vocation à se trouver en situation d'opposition, pas plus que les autres, d'ailleurs. Le progrès des sciences en Méditerranée est-il historique ou est-il une composante venue, à une certaine époque, des pays du monde arabe qui ont apporté en mathématique, puis en anatomie, des progrès qui se sont incarnés dans certaines Facultés du nord de l'Italie ? L'histoire et même la géographie sont œuvre humaine : elles impliquent des individus et des groupes, et leur usage épistémologique dans l'œuvre d'Edgar Morin porte la marque d'un engagement.

Intervenante non identifiée : Sa majesté la science n'a jamais connu de frontière. Tout est échange.

Edgar Morin :

« Que sommes-nous en tant qu'êtres humains ? »

S'il est vrai que l'incapacité de penser la complexité du problème méditerranéen nous empêche d'avancer dans l'analyse de cette complexité et même dans l'action ; s'il est vrai que de grands problèmes fondamentaux et globaux de l'humanité – et surtout à notre époque – sont désintégrés par les disciplines closes et qu'ainsi la question : « que sommes-nous en tant qu'êtres humains ? » n'est jamais posée parce qu'on ne sait ni ce qu'est la compréhension humaine, ni ce qu'est la connaissance, dès lors, si tout cela est vrai, est-ce qu'il ne faut pas promouvoir dans les enseignements une année propédeutique consacrée à ces problèmes obligatoires ? Est-ce qu'il ne faudrait pas les inoculer progressivement dans l'enseignement secondaire, voire primaire ?

Michèle Gendreau-Massaloux :

Résistance au changement de tout appareil éducatif

Inoculer de la Méditerranée dans l'Europe, c'est sans doute possible. Inoculer de la pensée du complexe, rendre compte du mouvement réel de la science tel qu'il se produit dans la totalité des savoirs, c'est hélas prendre le risque de se heurter à des bastions à l'égard desquels tous les forts de La Valette paraissent minuscules. Depuis Humboldt, les bastions de la disciplinarité sont les organismes qui font les carrières, et la transdisciplinarité a valu des déboires à nombre de bons chercheurs. Je suis personnellement favorable aux démarches impliquant plusieurs domaines, à la condition qu'elles soient capables d'entraîner les spécialistes « monodisciplinaires ». Faire entrer un peu de biologie ou de sciences expérimentales à l'intérieur des sciences humaines serait certainement une bonne chose, de même qu'il serait utile que les biologistes, à leur tour, fassent une place à l'histoire des sciences. Mais l'évolution me semble devoir se faire à partir des besoins ressentis par les enseignants eux-mêmes. Le mouvement est d'ailleurs amorcé mais il se heurte à des résistances institutionnelles considérables.

Francis Yaiche : Professeur à Paris V

« Pour une pensée régionale »

Penser régionalement d'accord. Méthodologiquement, est-ce que vous prenez en considération d'autres espaces régionaux (je pense à la Caraïbe) où l'on essaye de fédérer l'espace caribéen à partir de la médecine locale, de même pour le Droit (qu'il soit anglo-saxon ou de tradition napoléonienne) et pour la diplomatie. Est-ce que vous avez ce type de « benchmarking » d'aires ou d'espaces actuellement en construction ?

Michèle Gendreau-Massaloux :

**« On n'est pas encore en mesure de modéliser
Mais une pensée régionale est en voie de développement »**

Cela m'intéresse beaucoup mais on n'en est pas encore là. La construction de l'espace méditerranéen est déjà une si forte ambition politique qu'elle absorbe beaucoup d'énergie. Mais il est vrai que lorsque j'ai eu à conduire un réseau universitaire mondial, j'ai vu à l'œuvre, dans la Caraïbe, différentes cultures juridiques et j'ai encouragé le monde universitaire à penser leur relation. Par ailleurs, un des membres du GERFLINT qui n'est pas présent aujourd'hui mais qui sera là dans quelques jours, le Président de l'Université de Franche Comté, Claude Condé, est venu me présenter un projet linguistique à faire naître dans le cadre d'UpM. Il m'a exposé les grandes lignes de ce projet que j'ai trouvé fort intéressant et, à la fin de la réunion, il a placé sous mes yeux une carte géographique en deux parties : en bas, une représentation de la Méditerranée, en haut, une représentation des îles de la Caraïbe, et il m'a demandé ce que je pensais de l'idée de faire quelque chose qui concernerait à la fois la Caraïbe et la Méditerranée. On n'est pas encore en mesure de modéliser mais cette pensée régionale, sur tous les plans : culturel, éducatif et économique, me paraît avoir un grand avenir. C'est un chemin à construire.

Chantal Forestal : Maître de Conférences HDR à l'Université de Provence

La noblesse non reconnue du métier d'enseignant

Puis-je me permettre de parler des enseignants qui font, eux-aussi, et ô combien ! Partie de la culture ? Ce qui est frappant c'est de constater leur précarisation dans toutes les institutions qui les emploient, aussi bien en France que dans le reste de l'Union Européenne. Peut-on espérer qu'on parviendra à reconnaître leur métier comme noble, qu'une commission chargée de réfléchir à leur cas se mettra en place. C'est mon souhait.

Michèle Gendreau-Massaloux :

**Nécessité de définir une problématique tenant compte de l'extrême diversité
des statuts de la fonction publique dans les pays de l'UpM**

Une remarque générale sur l'Union pour la Méditerranée, d'abord : quand on demande aux représentants des pays européens à Bruxelles : « Faut-il beaucoup ou peu de projets ? » leur réponse est toujours favorable à de grands projets fédérateurs et peu nombreux. En revanche, quand on soutient une démarche proche des acteurs de terrain, on se rend compte de la vigueur de nombreux projets modestes, portés par l'engagement d'enseignants convaincus. Les statuts des personnels enseignants, vous le savez, sont

extrêmement divers selon les pays. Pour le moment, il n'y a pas de règle susceptible de s'appliquer aux différents statuts de la fonction publique des pays européens et non européens. Mais l'objectif que vous exposez est important. Il ne s'agit pas d'uniformiser l'ensemble des systèmes étatiques. Il ne s'agit pas plus, pour un pays de la Méditerranée, de calquer sa politique et ses institutions sur un autre. Toutefois, s'il se dessine une problématique commune qui puisse soutenir un projet concret, et par suite une résolution capable d'engager des acteurs de la société, elle doit pouvoir être examinée. Le Secrétariat de Barcelone sera en mesure de dire si le projet peut engager vraiment les sociétés sur des principes communs tendant à améliorer des situations diverses. Si un financement peut être trouvé, et le label UpM envisagé, ce sera le rôle du Secrétariat de Barcelone, dès lors que la question aura été étudiée, de mettre en place un processus équitable.